

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

BAPAUME-SPS-REHAB EHPAD H.GUIDET

Catégorie opération 2

55 Rue de la République
62450 BAPAUME

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	19/12/2024	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	8
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	11
2.5 PLOMB	17
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	17
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	20
2.8 DIVERS.....	22
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	27
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	27
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	27
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	28
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	30
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	31
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	31
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	32
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	33
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	35
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	35

3.5.1 Présence d'amiante	35
3.5.2 Présence de plomb	36
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	36
3.5.4 Travaux divers	36
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	40
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	41
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	41
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	42
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	42
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	44
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	46
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	46
5.2 CANTONNEMENTS.....	46
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	50
5.3.1 Mise en place bungalows	50
5.3.2 Cantonnement à étages.	50
5.3.3 Installation électrique.....	50
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	51
6.1 ORGANISATION.....	51
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	53
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	54
6.2.2 Interdiction de fumer	54
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	55
7.1 PPSPS	55
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	55
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	55
8 Annexes	56
Panneau : En cas d'accident.....	56

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

BAPAUME-SPS-REHAB EHPAD H.GUIDET

55 Rue de la République
62450 BAPAUME



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Travaux de curage dans le cadre de la réhabilitation du bâtiment HENRI GUIDET du centre hospitalier de BAPAUME.

Le CSPS rappelle qu'en vertu des Principes Généraux de Prévention, il convient d'éliminer les risques soit notamment : -faire éliminer les risques plomb et amiante en phase préalable = voir chapitre et rapports associés. -enclencher les travaux sans présence de public, tiers, exploitant. -intervenir en chantier clos et indépendant, c'est à dire après consignation et mise en sécurité de l'ensemble des réseaux.

Autres

Le chantier concerne uniquement la partie curage du CH de BAPAUME.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	CENTRE HOSPITALIER D ARRAS AVENUE WINSTON CHURCHILL 62022 ARRAS CEDEX	
Architecte	GUILLOU ARCHITECTE 15, Rue Eugene Mascart BAVAY	
Inspection du travail	DIRECCTE 77 rue Léon GAMBETTA 5903 LILLE	TEL : 03 20 12 55 55
OPPBTP	OPPBTP Parc Europe - Bat 10 340, Avenue de la Marne 59700 MARCQ EN BAROEUL	TEL : 03.20.52.13.14
CARSAT	CARSAT 11 Allée Vauban 59662 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX	TEL : 0320916161

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°00 - DESAMIANPAGE / CURAGE

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 14 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de -1.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux :

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol : référence : A COMMUNIQUER AVANT DEMARRAGE AU CSPS

Ce document est joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

ou

Ce document, en cours d'élaboration, sera transmis par le maître d'ouvrage aux entreprises consultées.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires

[A la charge de : LOT CURAGE/DESAMIANTAGE](#)

[Le numéro de DT sera transmis au CSPS et la DT sera jointe au DCE \(si possible\) :](#)

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

[A la charge des Entreprises concernées, sous supervision du MOA / MOE](#)

Réseaux impactés :

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux

[A la charge des Entreprises concernées : CURAGE/DESAMIANTAGE , sous supervision du MOA / MOE](#)

SYNTHESE

DT + sondage complémentaire organisé par MOA en phase CONCEPTION (Si besoin).

En phase REALISATION, le MOA / MOE organise les travaux en collaboration avec les concessionnaires (DICT)

[A la charge des Entreprises concernées, sous supervision du MOA / MOE](#)

Les réseaux existants devront apparaître sur le plan d'installation de chantier et être tracés au sol sur chantier

Les entreprises font réaliser les piquetages sur le terrain et protections des réseaux aériens, enterrés et (sub aquatiques).

A la charge des Entreprises concernées : CURAGE/DESAMIANPAGE

Données d'entrée : DICT et plan de récolement des réseaux =>intégrer l'analyse des risques liés aux réseaux dans l'analyse de risque du PPSPS. Retranscrire les risques sous forme de recommandation pour le personnel

En vertu des Principes Généraux de Prévention => Consignation, inertage des réseaux , dévoiement des réseaux aériens. Dans l'attente : gainage + gabarit des lignes.

Le MOA / MOE ou l'entreprise désignée doivent tenir à disposition les PV de consignations

Les entreprises prennent les dispositions pour respecter les distances de sécurité en fonction du domaine de tension (3m, 5m, ...)

Respect des distances des périmètres de sécurité pour l'ensemble des réseaux =>Respects de recommandations des concessionnaires en suite du retour des DICT et des informations liés au plan de récolement =>A détailler dans le PPSPS. Intégrer les modes dégradés et l'appréhension des aléas. Assurer la présence d'un surveillant de travaux dûment formé et habilité pour vérifier le respect des règles réglementaires et recommandations des concessionnaires

INTERVENTION DES CONCESSIONNAIRE OU ASSIMILES SUR CHANTIER

Dans un délai compatible avec les travaux, le MOA / MOE fourni le PGC SPS et les informations utiles aux concessionnaires (et les éventuels sous traitant).

Le MOA alerte le CSPA (mail direct) et organise la rencontre de ces derniers sous forme d'une réunion groupée avec les concessionnaires et leur sous traitant. Idem en cas de travaux interférents.

2.4 AMIANTE

AMIANTE

Rapport réalisé par l'APAVE, référence 81407 datant du 08/04/2024 :

Certaines zones n'ont pas pu être entièrement investiguées lors de leur visite.

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :

RAPPEL DES DATES POUR L'OBLIGATION D EFFECTUER LES RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE

- Rapport obligatoire de repérage amiante avant travaux / démolition pour tout ouvrage dont la construction est antérieure au 01/07/1997
- Rapport obligatoire de repérage amiante / HAP pour les enrobés obligatoire pour les enrobés antérieurs à 1995 (circulaire du 15 Mai 13)
- Investigations complémentaires suivant la nature des risques suivant appréciation du Promoteur au regard du programme de travaux, de l'historique du site (ex : Fibre Céramique Réfractaire, canalisations Plomb, ...)

Pour conseils aux intervenants : consulter les logigrammes de la DIRECTTE et guides OPPBTP associés
Ouvrage à usage d'habitation
Equipements industriels
Enrobés routiers

Pour relai et suivi Promoteur

- Le cahier des charges rédigé à l'attention du diagnostiqueur doit préciser de manière exhaustive le contenu et périmètre des travaux, afin que le diagnostiqueur puisse réaliser les prélèvements nécessaires en vue des travaux du bon déroulement des travaux.
- Prévoir l'accessibilité et l'accompagnement du diagnostiqueur afin d'éviter tout impact planning. En effet, des problématiques d'accès pourraient contraindre le diagnostiqueur à se déplacer une seconde fois ...
- Toutes les entreprises intervenantes doivent prendre connaissance de l'ensemble des rapports de repérage amiante/plomb avant travaux pour analyse avant leur intervention. Prendre en compte les recommandations du diagnostiqueur (mode d'intervention, état de dégradation, ...) Guide INRS ED909 et guide INRS « intervention de retrait, encapsulage guide prévention INRS »... et mise à jour
- Les entreprises doivent contrôler que leur zone de travaux correspond bien aux contours des rapports de repérage amiante
- Les travaux sur matériaux contenant de l'amiante et/ou plomb sont réservés exclusivement aux entreprises certifiées/agrées avec personnel formé tel que prévu réglementairement
- En vertu des Principes Généraux de Prévention, un retrait des matériaux contenant amiante et/ou plomb doit être opéré préalablement, sans aucune coactivité et intervention simultanée, en système clos et étanche, sans contamination croisée amiante/plomb/autre polluant...(Plan de Retrait et ou en capsulage, déplombage, ...)
- Les travaux sur matériaux contenant de l'amiante et/ou plomb sont réservés exclusivement aux entreprises certifiées/agrées avec personnel formé tel que prévu réglementairement
- Il est interdit d'effectuer tout type de travaux, de quelque nature que ce soit en dehors du périmètre défini dans les rapports de repérage avant travaux (sauf si le Promoteur fait compléter les rapports de repérage avant travaux initiaux dans un délai compatible avec la planification des travaux)
- Pour conseil et information aux intervenants, nous rappelons que toute découverte fortuite d'amiante doit être portée à la connaissance du Promoteur et sanctionnée par arrêt des travaux, pour prendre les dispositions réglementaires qui s'imposent.
- Les travaux sur matériaux contenant notamment amiante et/ou plomb doivent se faire de manière préalable, sans aucune coactivité, sans contamination croisée et en système clos et étanche
- L'ensemble du personnel doit être formé amiante (encadrant, opérateur, ...) et plomb en adéquation avec les risques
- Nous demandons au Promoteur d'assurer l'exhaustivité et l'adéquation du périmètre défini dans les rapports de repérage avec l'enchaînement des travaux (mise à jour d'une cartographie, prise en compte des travaux supplémentaires, ...)
- > Pilotage des compléments de repérage éventuel pour l'enclenchement des travaux par le Promoteur

- Le Promoteur organise les travaux pour prévenir toute libération de fibre accidentelle (avoisinant, impact sur des matériaux recouverts ou devenus non visible ...). Dans le cadre des interventions successives, la MOE assure la réalisation des mesures permettant d'assurer l'absence de tous risques plomb/amiante (mesure d'empoussièrement, contrôle visuel, libératoire, restructurative ...)
- Le Promoteur doit faire apposer sur le terrain la signalétique permettant le repérage des zones de dangers (ex : logo normalisé, plan de masse, ...) et piloter la mise en place de protection mécanique visant à prévenir toute libération accidentelle de fibre ou polluant
- Comme pour l'amiante, l'ensemble des polluants (plomb, amiante ...) doit faire l'objet d'un suivi rigoureux des déchets suivant schéma départemental des déchets (EPI, déchets, traitement des eaux de rinçage, ...)
La traçabilité est à tenir à disposition du Promoteur
- Appliquer la réglementation en vigueur

Lors de toute découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, l'entreprise devra arrêter immédiatement ses travaux et prévenir dans la foulée le Promoteur & CSPS

En cas de découverte d'amiante cachée lors des opérations de terrassement, le Promoteur fera procéder à un arrêt de chantier et fera respecter la procédure décrite ci-Après .

Le Promoteur missionnera un diagnostiqueur afin que ce dernier contrôle et lève l'interrogation sur la présence ou non d'amiante.

En cas de présence avérée d'amiante, l'entreprise devra :

- Faire un plan de retrait ou produire un mode opératoire amiante Sous section 4

L'entreprise justifiera son choix en fonction des listes A/B/C et/ou de la méthodologie d'intervention et suivant les recommandations du diagnostiqueur

Une réunion de coordination devra être organisée en cas de découverte de matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante ;

Les dispositions arrêtées lors de cette réunion devront être intégrées au plan de retrait et ont vocation à s'appliquer contractuellement.

La poursuite des travaux est subordonnée à la confirmation (par les mesures et rapports prévus par la réglementation) de l'absence de toute contamination et à l'avis favorable du Promoteur

Les éventuels travaux de terrassements ou sur matériaux susceptibles de contenir de l'amiante doivent faire l'objet de point d'arrêt en cas de suspicion de matériaux amiantés. Le personnel affecté à ces travaux devra être formé conformément à la réglementation

Pour mémoire :

Pour Recommandation et information, prise en compte et actions à mener par Le Promoteur et l'entreprise

- Les travaux de retrait ou d'encapsulation des matériaux amiantés sont conditionnés par l'établissement d'un plan de retrait ou d'encapsulation qui doit être transmis 30 jours avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention (DIRECCTE, CARSAT & OPPBTP).
- Les travaux (hors retrait ou encapsulation) réalisés à proximité ou sur des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés par l'envoi d'un mode opératoire préalable aux organismes de prévention (DIRECCTE, CARSAT & OPPBTP).

- Lorsque la durée de l'intervention est supérieure à 5 jours, des dispositions particulières du code du travail sont à prendre en compte en référence aux articles R 4412-145 à 148. 6 - Toutes les entreprises doivent prendre connaissance du Rapport Amiante Avant Travaux (R.A.A.T) afin de connaître la localisation ainsi que l'état de conservation des produits et matériaux contenant de l'amiante et situés en dehors du périmètre de l'opération.
- A partir de cette information, elles doivent conduire leur analyse de risque afin de prévenir toute émission de fibres d'amiante.

Présence d'amiante sur existants

Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage (JO du 6 juillet 2013)

Cet arrêté est pris en application de l'article R1334-22 du code de la santé (créé par décret 2011-629 du 3 juin 2011 (le décret de 2011 oblige les propriétaires d'immeubles à faire faire un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante en cas de démolition de l'immeuble pour ceux dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997). Le terme « démolition » y est précisé: c'est une opération consistant à détruire au moins une partie majoritaire de la structure d'un bâtiment.

Il est relatif aux modalités du repérage portant sur les produits et matériaux incorporés - ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble et au contenu attendu du rapport du repérage des matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique. Ce repérage doit être réalisé après évacuation définitive de l'immeuble bâti et enlèvement des mobiliers afin que tous les composants soient accessibles.

L'arrêté rappelle les obligations du propriétaire en matière de communication et précise que le repérage se déroule en 2 phases :

Phase 1

L'opérateur de repérage recherche les matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique de façon exhaustive sur toutes les parties d'ouvrages qui composent les différentes parties de l'immeuble bâti et réalise ou fait réaliser pour cela les démontages et investigations approfondies destructives nécessaires.

Il détermine à ce moment les zones présentant des similitudes d'ouvrage

Phase 2

L'opérateur de repérage identifie et localise parmi les matériaux et produits de la liste C de l'annexe 13-9 du code de la santé publique identifiés, ceux qui contiennent de l'amiante. En cas de doute sur la présence d'amiante, un prélèvement pour analyse de matériaux par un organisme accrédité doit être fait.

L'opérateur de repérage transmet au laboratoire une fiche d'accompagnement comprenant les éléments figurant en annexe pour les MPCA afin d'assurer la traçabilité des échantillons prélevés.

Pour conclure à la présence ou à l'absence définitive d'amiante, l'opérateur de repérage indique le critère fondant sa décision : les matériaux ou produits qui par nature ne contiennent pas d'amiante, le marquage du matériau, le document consulté, le résultat d'analyse du matériau ou produit.

L'arrêté précise également le contenu des rapports de repérage, notamment :

- l'identification complète de l'immeuble concerné,
- les données contractuelles,
- les plans et croquis,
- la liste et la localisation des matériaux et produits repérés de la liste C mentionnant pour chacun de ces produits ou matériaux la présence ou l'absence d'amiante et les critères ayant permis de conclure.

Cet arrêté s'applique aux rapports transmis après le 1er juillet 2013

Cet arrêté abroge l'arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié à partir du 1er juillet 2013.

Obligations en cas de démolition ou travaux :

Tous les bâtiments, dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997, doivent faire l'objet d'un Rapport Amiante Avant Travaux avec repérage spécifique avant démolition. Il s'agit d'assurer la protection des salariés qui vont effectuer la démolition et de l'environnement du bâtiment.

Un repérage complémentaire doit donc être effectué en complément du DTA portant sur un nombre plus important de matériaux qui seraient accessibles par travaux destructifs :

- article L 1334-27 du code de la santé publique

- Arrêté du 26/06/2013 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolitions..

L'entrepreneur est tenu d'appliquer des règles liées aux travaux sur matériaux contenant de l'amiante :

Un plan de retrait doit être effectué par une entreprise qualifiée et formée. Il est important de tenir compte du délai de réponse des organismes de prévention - d'un mois à compter du dépôt du plan de retrait cf. décret.

Des mesures de fibres seront effectuées par un organisme agréé avant la mise en place du confinement ; pendant les travaux de retrait et à la fin (mesures libératoires) permettant de s'assurer de l'efficacité du confinement d'une part et de l'absence de fibres après retrait.

Pendant le retrait et tant que le maître d'œuvre et le coordonnateur n'ont pas obtenu de garanties suffisantes, les travaux sont interdits hormis ceux qui sont effectués dans l'enceinte confinée par l'entreprise qualifiée et formée.

Son personnel travaille selon les strictes procédures du plan de retrait présenté et approuvé par les institutionnels.

Les déchets provenant du retrait font l'objet d'un BSDA (bordereau de suivi des déchets amiantés) pour mise en décharge selon la réglementation

Les travaux envisagés sont susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

Dans les zones concernées : il est nécessaire de confiner la zone, de ne permettre l'entrée qu'aux travailleurs (à jour de leur habilitation) de l'entreprise concernée par ces travaux.

Un arrêté publié au journal officiel le 14 mars 2013 précise les modalités de choix, d'entretien et de vérification des EPI utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

L'entreprise est tenue d'assurer la formation de son personnel et d'établir une fiche d'exposition pour chacun des travailleurs (fiche transmise à l'intéressé et au Médecin du Travail)

L'entreprise concernée remet au MO MOE et CSPS son PPSPS – Plan de retrait validé par l'Inspection du Travail et détaille dans les modes opératoires :

- 1) son organisation,
- 2) les modalités prises pour informer et former son personnel
- 3) les modalités prises pour délimiter les zones d'intervention et en interdire l'accès de manière efficace et en assurer son isolement,
- 4) les mesures de réduction des émissions de poussières (imprégnation- utilisation outils manuels ou à faible vitesse - captage des poussières à la source - pulvérisation de brouillard d'eau)

Arrêté du 23 février 2012 modifiant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

Champ d'application.

Le présent arrêté s'applique aux activités définies aux articles R. 4412-114 et R. 4412-139 du code du travail.

Outre l'obligation générale de formation à la sécurité prévue à l'article L. 4141-2 du code du travail, l'employeur, pour affecter un travailleur à des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante ou à toute intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante qui porte notamment sur des bâtiments, des navires, des structures, appareils ou installations, y compris les interventions sur terrains amentifères, lui assure préalablement une formation adaptée à ses activités et aux procédés mis en œuvre, conformément aux articles R. 4141-13, R. 4412-87, et R. 4412-98.

La formation est renouvelée régulièrement conformément aux dispositions prévues à l'article 5 du présent arrêté.

Le plomb, substance CMR (cancérogène, mutagène, toxique pour la reproduction), est classé toxique pour la reproduction de catégorie 1 et cancérogène de catégorie 3. Le seuil de 1 mg/cm² vise à protéger la

population des risques de saturnisme (Code de la santé publique). L'accessibilité au plomb doit être combattue par les propriétaires des bâtiments d'habitation construits avant 1949, et le diagnostic est considéré comme positif au-delà de 1 mg/cm².

Pour le chef d'entreprise, la réglementation à prendre en compte est celle du Code du travail, pour tous travaux sur supports plombés (peintures cérusées, canalisations, éléments de couverture, etc.) : articles R.4412-1 à -58 (risque chimique), R.4412-59 à -93 (CMR), R.4412-152 et -153 (valeurs limites), R.4412-156 à -159 (hygiène), R.4412-160 (surveillance médicale renforcée). L'article R.4412-149 fixe la valeur limite d'exposition professionnelle à 0,1 mg/m³.

Quelle que soit la teneur en plomb, il faut :

- évaluer la nature, le degré et la durée de l'exposition des travailleurs ;
- informer et former les salariés ;
- informer la médecine du travail ;
- analyser les modes opératoires ;
- établir des fiches de tâches ;
- fournir des EPI et former les personnes concernées à leur emploi ;
- analyser le taux d'empoussièrement ;
- gérer les déchets ;
- gérer les Coactivités pour limiter l'exposition ;
- mettre en place toutes les mesures d'hygiène nécessaires : vestiaires propre/sale, douches, réfectoire...

L'interdiction du plomb dans les peintures s'est faite en plusieurs étapes, dont les principales sont : à partir de 1913, interdiction de gratter et poncer à sec, puis en 1948, interdiction d'emploi de peinture à la céruse pour les professionnels. Mais ce n'est que l'arrêté du 1er février 1993 qui prononce l'interdiction de mise sur le marché et d'importation des peintures au plomb, puis le décret du 23 décembre 2003 pour la mise en œuvre dans tous travaux de peinture.

La réalisation d'un diagnostic du plomb dans les peintures avant toute opération de travaux ou de démolition (y compris dans les bâtiments construits après 1948) est une obligation qui découle de l'article L.4121-2 du code du travail relatif aux principes généraux de prévention. Le diagnostic est un outil d'évaluation du risque qui doit permettre à l'employeur de supprimer tout risque d'exposition des travailleurs par la mise en place de techniques et moyens adaptés au traitement des revêtements contenant du plomb qui ont été identifiés.

Préconisation des mesures de protection à convenir

Risque ingestion et cutané :

Vis-à-vis de ces risques, nous préconisons des mesures prévention et de protection simples visant :

- pour les risques cutanés : port de gants ;
- le lavage systématique des mains (et des ongles) ainsi que des avant-bras avant la prise de repas et les pauses sanitaires ;
- l'interdiction de prise de repas au droit du chantier.

Risque inhalation :

En vue d'une protection des voies respiratoires :

- par temps sec : arrosage périodique des zones d'investigation (mesure de protection collective) ;
- lors des opérations courantes : port d'un masque de type P3 en continu sur le chantier (risque poussière)

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

LOT CURAGE/DESAMIANPAGE

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

2.5 PLOMB

PLOMB

Rapport non fourni au CSPS.

RAPPEL DES DATES POUR L'OBLIGATION D EFFECTUER LES RAPPORTS DE REPERAGE PLOMB

- Rapport obligatoire de repérage plomb pour les constructions antérieures à 1949. Le rapport de repérage Plomb avant travaux reste fortement recommandé pour les ouvrages compris entre 1949 et 1974, à faire en fonction du type de travaux (sur avis de la MOE) pour les ouvrages postérieurs à 1975. Le plomb est totalement interdit dans les peintures depuis mai 2015.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm² ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette avec teneur = 1 000 µg/m²) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention), afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme. VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : < 0,1 mg/m³ d'air/8h. Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :

Localisation : Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

LOT CURAGE/DESAMIANPAGE

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Toutes les entreprises intervenantes, titulaires ou sous-traitantes, devront la mise à jour d'un document précisant les noms et prénoms de leurs salariés présents sur le chantier. Signe distinctif sur la tenue de travail ou badge. Le chantier sera systématiquement « clos et indépendant ». Des panneaux de type chantier interdit au public/port des EPI obligatoire seront disposés aux accès sur les clôtures. Panneaux d'affichage du permis de construire. Panneaux de chantier avec le nom et les coordonnées des intervenants

sur le chantier. Accès au chantier : Le chantier est soumis à coordination SPS, à ce titre, toute intervention (titulaire, sous traitant, concessionnaire, ...) doit faire l'objet de la VIC obligatoire avant démarrage et de la remise d'un PPSPS / Mode opératoire. La présence du titulaire est impérative pour la VIC du sous traitant. Les délais de prévenance sont à respecter (mini 15 Jours). Le démarrage des travaux est subordonné notamment : - agrément de sous traitance - respect du PGC et des documents afférents - réalisation de la VIC

La MOE prend les mesures et sanctions qui s'imposent pour interdire l'accès à toute personne ou entreprise n'ayant pas respecté les procédures d'accès (agrément, vic, PPSPS, ...) Le chantier doit être protégé en permanence contre tous risques d'accident exporté (ex : clôture ouverte, stockage pouvant s'envoler, ...) En cas de carence (risque d'accident, ...) le MOE désigne et fait intervenir l'entreprise devant palier à la carence. Cela aux frais et dépens de l'entreprise en défaillance. PS : cette règle ne dédouane pas le respect des procédures d'accès (VIC, analyse de risque, PPSPS, ...)

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Le plan devra être affichée dans la base vie et mis à jour régulièrement. Il comportera au minimum les informations : - Dessin du plan d'installation de chantier - Fond de plan - Clôtures - Moyens de levage - Base vie - Réseaux du chantier - Flux - Matériaux et matériels (zones de stockage,...) - Gestion environnementale (tri des déchets, traitements des eaux,...)	Affichage à prévoir en base vie	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Clôture	<p>Choix technique suivant les pièces écrites. Les clôtures doivent être STABLES, SOLIDES. Le chantier doit être fermé en permanence et protégé contre toute intrusion. Entretien des clôtures et portail pendant toute la durée des travaux. Installation avant le démarrage du chantier.</p> <p>Clôtures opaques en panneaux bac acier nervuré de couleur blanche de 2m de hauteur, scellés dans le sol</p>	Selon le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Portail et portillon	<p>Choix technique suivant les pièces écrites. Les clôtures doivent être STABLES, SOLIDES. Le chantier doit être fermé en permanence et protégé contre toute intrusion. Entretien des clôtures et portail pendant toute la durée des travaux.</p>	Entrée de chantier / selon le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Homme trafic	<p>Prévenir les passages dans les angles mort, être garant du respect des interdiction de franchir un balisage de sécurité.</p>	Selon besoin et à chaque manœuvre sur chantier	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Dévoisement voirie publique	<p>Déviation(s) à réaliser suivant arrêté(s)</p>	Voies extérieures du chantier	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Panneaux réglementaires conforme au code de la route Signalisation suivant arrêté(s) de voirie.	Selon le PIC et à maintenir en place toute la durée du chantier	CURAGE/DESAMIAN AGE	CURAGE/DESAMIAN AGE
Grue et engin de levage	Grue mobile, PPM ou autre	Selon intervention Les détails seront repris dans les PPSPS des entreprises intervenante	CURAGE/DESAMIAN AGE	CURAGE/DESAMIAN AGE

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

Le chantier doit être constamment clos et indépendant ET en sécurité. La MOE prend les mesures et sanctions qui s'imposent pour interdire l'accès à toute personne ou entreprise n'ayant pas respecté les procédures d'accès (agrément, vic, PPSPS, ...) Le chantier doit être protégé en permanence contre tous risques d'accident exporté (ex : clôture ouverte, stockage pouvant s'envoler, ...) En cas de carence (risque d'accident, ...) le MOE désigne et fait intervenir l'entreprise devant palier à la carence. Cela aux frais et dépens de l'entreprise en défaillance. PS : cette règle ne dédouane pas le respect des procédures d'accès (VIC, analyse de risque, PPSPS, ...)

En cas de manquement, le MOA, sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

CARENCE & ARRET

Le chantier doit rester clos et indépendant en toute circonstance.

Le MOA prend les mesures et les éventuelles sanctions qui s'imposent pour interdire l'accès à toute personne ou entreprise n'ayant pas respecté les procédures d'accès (Agrément, VIC, PPSPS, ETC...)

Le chantier doit être protégé en permanence contre tous risques d'accident exporté

Exemple

- Clôtures ouvertes
- Stockage pouvant s'envoler

En cas de carence (risque d'accident) le MOA / MOE, désigne et fait intervenir une entreprise pour palier à la carence du titulaire désigné, aux frais de l'entreprise en défaillance.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Toutes les entreprises intervenantes, titulaires ou sous-traitantes, devront la mise à jour d'un document précisant les noms et prénoms de leurs salariés présents sur le chantier. Signe distinctif sur la tenue de travail ou badge. Le chantier sera systématiquement « clos et indépendant » Des panneaux de type

chantier interdit au public/port des EPI obligatoire seront disposés aux accès sur les clôtures. Panneaux d'affichage du permis de construire Panneaux de chantier avec le nom et les coordonnées des intervenants sur le chantier.

L'accès se fait conformément au plan de circulation établi par le responsable désigné.

Le code de la route s'applique.

Les entreprises prennent toutes les dispositions pour ne pas perturber la circulation, notamment

- Nettoyage et anticipation des salissures
- Envoi du planning des livraisons au MOA / MOE
- Création d'un point d'attente des camions
- Respect des dispositions particulières liées à la logistique et appro définies dans les pièces écrites

VOIE PUBLIQUE

Etat des lieux avant travaux à faire avec MOA

Nettoyage en permanence à mettre en place

Maintenir la voirie en bon état de propreté (bâchage des véhicules, nettoyage des roues, rince goulotte, lave botte...)

Déchets évacués par l'entreprise

Signalisation d'approche (engins, sortie de véhicule, ...)

ARRETE DE VOIRIE

Arrêté de voirie pour la mise en sécurité du public et des tiers

-> Eloigner le public des zones de danger

A afficher, respecter, à actualiser, à mettre à jour sur le PIC évolutif à l'entrée du chantier

ACCES AU CHANTIERLe chantier est soumis à coordination SPS, à ce titre, toute intervention (titulaire, sous traitant, concessionnaire, ...) doit faire l'objet de la VIC obligatoire avant démarrage et de la remise d'un PPSPS / Mode opératoire.

La présence du titulaire est impérative pour la VIC du sous traitant.Les délais de prévenance sont à respecter (mini 15 jours / Prise de RDV exclusivement par Mail)

Le démarrage des travaux est subordonné notamment :Agrément de sous traitantrespect du PGC et des documents afférentsréalisation de la VICremise du PPSPS et mise à jour à l'avancement + mode opératoirerespect des procédures du contrôle d'accès et des spécifications HSE de GSE (accueil, ...)

NOTA :

En complément des demandes du MOA /MOE, et afin de prévenir tout intervenant non autorisé nousrappelons que ces derniers doivent être détenteur de leur carte d'identité pro BTP, carte de la caisse descongés payés et intempéries

Nous demandons à chaque encadrant de tenir à jour la liste des compagnons autorisés à intervenir sur lechantier (pour faire l'appel également en cas d'évacuation, ...)

Le MOA interdira l'accès à toute entreprise ne respectant ces règles d'accès

-> Le CSPS peut communiquer la liste des VIC / PPSPS sur demande.

Les CR SPS et notifications SPS amendent de facto le PGC pour prise en compteLes mises à jour du PGC / VIC / analyses de risques amendent de facto le PGC pour exécution im

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
-------------	--------	--------------------------------	--------------------------

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	L'accès se fera par la voirie existante Bâtiment au 55 Rue de la République à BAPAUME. Dissociation et sécurisation des flux piétons et engins respectivement.	CURAGE/DESAMIANPAGE	CURAGE/DESAMIANPAGE
Accès secondaire	Accès par l'entrée secondaire des zones de chantier. Dissociation et sécurisation des flux piétons et engins respectivement	CURAGE/DESAMIANPAGE	CURAGE/DESAMIANPAGE
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	A détenir sur chantier obligatoirement	TOUTES ENTREPRISES	TOUTES ENTREPRISES
Liste du personnel	A renseigner sur le PPSPS	TOUTES ENTREPRISES	TOUTES ENTREPRISES
Divers	Accueil et formation du personnel	TCE	TCE

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

APPROVISIONNEMENT & LIVRAISON

Approvisionnement à l'avancement.

Respect des cheminements définis

Approvisionnement manuel

Port des EPI, privilégier les auxiliaires de manutention, adéquation entre effectif et charge à transporter, formation geste et posture du personnel

Eviter le risque TMS

Rappel limite charges & Recommandations CNAMTS

25 KG + Aptitude médicale

Les chauffeurs des camions de livraison ou de reprise de matériel doivent garer leur véhicule sans gêner la circulation et se présenter au chef de chantier de l'entreprise intéressée pour se faire indiquer la ou les zones de déchargement.

Les livraisons sont soumis à protocole de chargement / déchargement.

L'entreprise qui accueille la livraison doit s'assurer du respect des règles de sécurité (EPI, quai de déchargement, pas de survol, ...)

Les modalités d'accueil des livreurs doivent être précisés dans les PPSPS (prise en charge, accompagnement, vérification du port effectif des EPI, ...)

Aucune manœuvre ne doit être effectuée, à l'intérieur ou à proximité du chantier sans guide de manœuvre parfaitement visible du chauffeur

Un balisage conforme doit être installé de part et d'autre de la zone de déchargement

Les chauffeurs sont sous la responsabilité de l'entreprise ayant commandée la livraison et seront équipés des EPI adéquats. Le chef de chantier indiquera au livreur préalablement les risques auxquels il peut être soumis.

Les livreurs sont également soumis aux règles du chantier, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'ils portent les EPI adéquats dès lors qu'ils quittent leur cabine, et qu'ils restent sur la zone de déchargement uniquement. Sinon c'est à vous de leur fournir les EPI manquants. De plus, ils sont sous votre responsabilité, c'est donc à vous de leur donner toutes les consignes adéquates

Les moyens d'approvisionnement seront adaptés afin de ne pas démontrer les protections collectives=>Le MOE organise la mise en place de recette adaptée et permettant le maintien des protections collectives

Le déchargement des camions devra se faire en prenant les mesures de prévention liées aux risques de chute de hauteur depuis le camion ou le matériel; idem pour élingages du matériel => Les équipements doivent rester stables et solides à chaque étape de l'opération

Condamner les zones de travail

Tenant compte de la pénibilité au travail et des contraintes liées aux protections collectives, le MOE précise aux entreprises les choix retenus en matière de moyens de manutentions

CONSIGNES PARTICULIERES

- Pour mémoire, chaque entreprise doit donner les instructions spécifiques à ses salariés, ses prestataires et livreurs... afin de connaître les risques qu'ils sont susceptibles de rencontrer sur le chantier

- Chaque responsable d'entreprise doit s'assurer que les zones où est appelé à intervenir son personnel sont bien équipées de protections collectives contre les chutes de hauteur et que ces protections sont adaptées à l'intervention de l'entreprise.

En aucun cas, le personnel ne doit intervenir dans une zone non ou mal protégée

RAPPELS DE 3 NOTIONS IMPORTANTES LIEES A LA REGLEMENTATION FRANCAISE

DROIT DE RETRAIT

Tout salarié ou groupe de salariés peut se retirer d'une situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour lui ou les autres (article L.4131-1 du Code du Travail). Tant que persiste la

situation de travail présentant un danger grave et imminent, l'employeur ne peut demander au salarié de reprendre son activité (article L.4131-1 du Code du Travail) Face à un danger grave, imminent et inévitable, l'employeur doit prendre les mesures et donner les

instructions nécessaires pour permettre aux salariés d'arrêter leur activité et de se mettre en sécurité en quittant immédiatement le lieu de travail

DEVOIR D'ALERTE

Le travailleur alerte immédiatement l'employeur de toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de

penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ainsi que de toute défectuosité qu'il constate dans les systèmes de protection

OBLIGATION DE RESULTAT EN MATIERE DE SECURITE

Depuis 2002

NEIGE, GEL, FROID

La période de veille saisonnière couvrant la période du 1er novembre au 31 mars de l'année suivante.

MESURES A PRENDRE PAR L'EMPLOYEUR

Les mesures à prendre par l'employeur concernant à la fois les préventions collective et individuelle des risques d'atteinte à la santé :

- l'aménagement des postes de travail (exemple : chauffage adapté des locaux de travail lorsqu'ils existent ; accès à des boissons chaudes, moyen de séchage et/ou stockage de vêtements de rechange ; aides à la manutention manuelle permettant de réduire la charge physique de travail et la transpiration) ;
- L'organisation du travail (exemple : planification des activités en extérieur ; limitation du temps de travail au froid, dont le travail sédentaire; organisation d'un régime de pauses adapté et un temps de récupération supplémentaire après des expositions à des températures très basses) ;
- les vêtements et équipements de protection contre le froid (exemple : adaptation de la tenue vestimentaire, qui devra permettre une bonne protection contre le froid sans nuire aux exigences inhérentes à la tâche à effectuer (mobilité et dextérité pour l'essentiel). La tenue adoptée devra, par ailleurs, être compatible avec les équipements de protection individuelle prévus pour d'autres risques (travail en hauteur, protection respiratoire...) lorsqu'ils sont utilisés conjointement avec les vêtements de protection contre le froid.
- En cas d'utilisation, dans des locaux professionnels, d'appareils générant du monoxyde de carbone (appareils à moteur thermique), l'employeur devra veiller à ce que les préconisations faites dans le cadre de la fiche dédiée au monoxyde de carbone soient mises en œuvre (cf. fiche 10 circulaire interministérielle). Il devra y être d'autant plus vigilant que les travailleurs exercent une activité dans des locaux de travail fermés (exemple : bâtiment en chantier (dont les ouvertures ont pu être volontairement obturées du fait des basses températures extérieures).

CONSIGNES DE SECURITE EN CAS DE VENT

En cas de tempête ou de vent violent (rafales), les dispositions nécessaires seront prises pour assurer en permanence la stabilité des

éléments en cours de levage et la sécurisation du matériel en attente et stocké pour éviter tout envol. => Soir et WE ou avant une période d'absence

L'encadrement doit suivre les prévisions météo et bulletin locaux. Prendre toute les dispositions pour prévenir les accidents (envol, déstabilisation, ...)

Envol, déstabilisation, contreventement, braquant pour les pignons

AVOISINANTS ET ENVIRONNEMENT

Présences d'ouvrages avoisinants :

Il y a lieu de garantir notamment pour l'ouvrage et ses Avoisinants

-la stabilité de la structure et des avoisinants tout au long du processus de travaux (terrassement, charpente, ..)

-la stabilité et auto portance de l'ouvrage et avoisinant pour la phase de travaux

-la stabilité et résistance de l'ouvrage et avoisinant pour les futures travaux de maintenance

L'entreprise devra se baser sur une étude technique. La méthodologie devra être avalisée par son bureau de contrôle qui tiendra en compte des avoisinants et de tous les éléments environnementaux, de la résistance et stabilité des ouvrages à chaque étape du processus de travaux.

A soumettre pour avis au bureau de contrôle indépendant désigné par le MOA

PIC

Liste des indications à transcrire sur le plan d'installation de chantier (liste non limitative, à compléter suite VIC)

Outre l'encombrement des bâtiments à construire et les limites du terrain concerné, les principales indications à faire figurer sur ce plan sont les suivantes :

emplacement du poste de fabrication du béton : bétonnières, parc à agrégats, silo à liants, avec indication des surfaces occupées ;

emplacement de la (ou des) grue(s), avec indication de l'emprise cotée de la voie et tracé de l'aire de balayage de chaque grue ;

tracé des voies d'accès, entrées et sorties des véhicules, tracés intérieurs au chantier permettant aux différents engins de circuler ;

emplacement des locaux avec indication des surfaces réservées au personnel (cantines, sanitaires, vestiaires, etc.) ;

emplacement des locaux réservés au stockage de petits matériels ;

emplacement du local « rendez-vous de chantier » ;

emplacement des aires de stockage pour la terre végétale, pour des remblais ou des matériaux ;

emplacement des aires de stationnement des engins ou véhicules ;

emplacement des postes de préfabrication ou simplement de ferrailage ou de préparation du travail ;

tracé des circuits provisoires d'alimentation et d'évacuation en électricité, eau, air comprimé, téléphone, drainage, eaux usées, etc. ;

désignation des arbres à protéger et indication des clôtures à placer autour ;

tracé de la clôture de chantier et indication des entrées et sorties de véhicules.

Nota. - Lors de l'élaboration du plan d'installation de chantier, il est très important de savoir si la voirie sera exécutée de façon provisoire sur le tracé définitif ou si elle ne sera exécutée qu'en fin de chantier. Cette décision s'inscrit parmi celles qui conditionnent l'organisation générale du chantier. En effet, chaque fois que cela est possible, il apparaît souhaitable d'exécuter une voirie provisoire afin de faciliter la circulation des véhicules sur l'ensemble du chantier.

ACCUEIL ET FORMATION

Il est rappelé que l'accueil du personnel de chantier doit être effectué par chaque entreprise, dès l'arrivée de son personnel sur le chantier. Les dispositions arrêtées en matière de sécurité et d'hygiène sur le chantier doivent lui être commentées.

L'encadrement de chantier estime les mesures de sécurité au quotidien (notamment protection collective, aléas météo, ...) pur prise de décision

Faire émarger le PPSPS / accueil du personnel

Modèles PPSPS -> Voir fiches OPPBTP

Les entrepreneurs sélectionneront les équipes afin que ces dernières aient le niveau de formation, qualification, compétence et aptitude médicale en lien avec les risques liés aux chantiers (ex : formation électricité, montage échafaudage, CACES, travaux en hauteur..)

Le personnel affecté aux travaux doit être compétent, apte aux travaux sans restriction (travaux, environnement, etc...)

ENTREPRISE ETRANGERE

La main d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux sera recrutée par le titulaire de marché ou les sous-traitants, sous leur responsabilité,

dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Toutes les personnes recrutées ne seront employées que dans le cadre de leur seule qualification professionnelle.

L'entreprise étrangère s'assurera d'obtenir AVANT LE DEMARRAGE DE LA PRESTATION, tous les permis ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute personne devant être employée sur le chantier puisse entrer, séjourner et travailler en situation régulière en France. (détachement , déclaration de main d'œuvre Européenne, équivalence formation, ...)
Toute équipe ne comprenant pas le français et intervenant sur le chantier devra être encadrée par du personnel d'encadrement de Proximité, garant de la bonne compréhension des règles et de la communication bidirectionnelle avec les acteurs du projet (à minima chef d'équipe)

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les voies de circulation des véhicules devront être distinctes des voies de circulation piétonne et des aires de stationnement / Déchargement Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins: Homme trafic requis pour les manœuvres avec faible visibilité. Klaxon de recul impératif. Signal visuel (gyrophare,...) Dispositions générales : Les aires de stationnement et de circulation seront matérialisées (panneaux à mettre en place par le lot titulaire). Les zones de manœuvre des engins seront balisées pour éviter que tout personnel extérieur à la manœuvre se retrouve dans la zone d'évolution de l'engin (à mettre en place par le lot en charge de l'engin)

CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

En phase préparatoire

Aire stabilisée.

Dissociation physique des flux à organiser

Sur chantier de BTP

Trémie et obstacle à protéger et à signaler

Dispositifs d'accompagnement pour les déplacements et manutentions (plancher jointif ...) à organiser

Accès par sapine d'accès (pas d'échelle) . Appro via recette sécurisée

Accès définitifs installés au plus tôt.

Général

Circulation piétons type pied sec.

Circulation des piétons et engins dissociés et éclairés

Maintenir les accès désencombré de tout obstacle

Les zones allouées à chaque entreprise doivent être matérialisées, signalées avec la mise en place d'une signalétique à l'intérieur et à l'extérieur des zones d'intervention (nature du risque, personne à prévenir, etc...)

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Accueil pour les livraisons suivant le DHOL et protocole de sécurité. Recommandation R476 CNAMTS	selon le PIC	CURAGE/DESAMIAN AGE	CURAGE/DESAMIAN AGE
Voie intérieure	Voirie d'accès aux zones de travaux	De l'entrée du chantier aux aires de stationnement et pour accès à la base vie. A répertorier sur le PIC	CURAGE/DESAMIAN AGE	CURAGE/DESAMIAN AGE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de livraison	Zone stable, compactée, plane et balisée.	Selon le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Aire de stationnement	Zone stable, compactée, plane et balisée	Zone de stationnement à définir en réunion de préparation	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Signalisation	Conforme au code de la route Mise en place d'une signalisation adaptée si besoin	En amont et en aval des entrées et sorties	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Homme de manœuvre	A mettre en place pour chaque manœuvre de véhicule ou d'engin	Selon besoin et intervention	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur sonore de recul et gyrophare	Chaque engin sur chantier ou engin lors des approvisionnements sur chantier	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Nettoyage avant sortie	A mettre en place selon l'état des voies de circulation sur chantier A définir en phase préparation de chantier (mise en place d'un point d'eau "lave roue" avant sortie de chantier)	En sortie de chantier et selon le PIC (à définir en phase préparatoire)	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Accueil pour les livraisons suivant Protocole de Sécurité et DHOL. Recommandations R476 de la CNAMTS et nouveautés réglementaires en vigueur	A préciser sur le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Sol plan, stabilisé et traité contre la boue. Dissociation physique des flux pour prévenir les heurts avec les flux engin	De l'entrée piétonne jusqu'à la base vie à préciser sur le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Cheminement cantonnement/chantier	Les cheminements piétons devront être, drainés, balisés et éclairés.	De la base vie jusqu'aux différents poste de travail A préciser sur le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Séparation piétons/véhicules	Les voies de circulation des piétons devront être distinctes des voies de circulation des véhicules et des aires de stationnement/déchargement.	Selon le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Protection accès chantier	Sol plan, stabilisé et traité contre la boue. Dissociation physique des flux pour prévenir les heurts avec les flux engins Protéger les postes de travail, sapines d'accès contre les heurt d'engin. Pour conseil : protection type rail autoroute ou baliroad béton	A préciser sur le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Cheminement sur chantier	Les cheminements piétons devront être drainés, balisés et éclairés	A préciser sur le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Eclairage	Eclairage des circulations et des postes de travail	A préciser sur le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE
Signalisation	Balisage des périmètres de sécurité dévolue à chaque poste de travail. Tenir compte de la courbe de chute et y interdire l'accès	A préciser sur le PIC	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Les moyens de manutention envisagés par les entreprises seront décrits précisément dans le PPSPS en précisant notamment le matériel de manutention, les recettes et les mises en commun envisagées. L'installation d'un moyen de manutention, levage sur chantier (monte-matériaux, treuils, grue mobile ou à tour...) doit être soumise systématiquement à l'accord du coordonnateur avant réalisation, pour en étudier les interférences. La limitation des manutentions manuelles devra systématiquement être recherchée. L'utilisation de moyens mécanique selon tableau ci-dessous sera à privilégier. Il conviendra, pour les manutentions manuelles, de : répartir, au plus près de l'exécution, et de manière compatible avec le maintien des circulations, l'ensemble de approvisionnements. De mettre en place des moyens nécessaires pour les manutentions terminales : par exemple: transpalettes, diables,... De limiter le poids des charges par des conditionnements de faible poids pour des travaux peu importants, (sacs de ciment de 25 kg, de bouteilles oxygène, acétylène de petite capacité et sur chariot, ou tuyaux flexibles gaz de grande longueur limitant les déplacements des bouteilles...)

APPROVISIONNEMENT & LIVRAISON

Approvisionnement à l'avancement.

Respecter le cheminement défini.

Approvisionnement manuel

- Port des EPI
- Privilégier auxiliaires de manutention
- Adéquation entre effectif et charge à transporter
- Formation geste et posture du personnel

Rappel limite charges & Recommandations CNAMTS

25 KG + Aptitude médicale

Les chauffeurs des camions de livraison ou de reprise de matériel doivent garer leur véhicule sans gêner la circulation et se présenter au chef de chantier de l'entreprise intéressée pour se faire indiquer la ou les zones de déchargement.

Les livraisons sont soumis à protocole de chargement / déchargement.

L'entreprise qui accueille la livraison doit s'assurer du respect des règles de sécurité (EPI, quai de déchargement, pas de survol, etc...)

Les modalités d'accueil des livreurs doivent être précisés dans les PPSPS (prise en charge, accompagnement, vérification du port effectif des EPI, ...)

Aucune manœuvre ne doit être effectuée, à l'intérieur ou à proximité du chantier sans guide de manœuvre parfaitement visible du chauffeur

Un balisage conforme doit être installé de part et d'autre de la zone de déchargement

Les chauffeurs sont sous la responsabilité de l'entreprise ayant commandée la livraison et seront équipés des EPI adéquats. Le chef de chantier indiquera au livreur préalablement les risques auxquels il peut être soumis.

Les livreurs sont également soumis aux règles du chantier, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'ils portent les EPI adéquats dès lors qu'ils quittent leur cabine, et qu'ils restent sur la zone de déchargement uniquement. Sinon c'est à vous de leur fournir les EPI manquants. De plus, ils sont sous votre responsabilités, c'est donc à vous de leur donner toutes les consignes adéquates

Les moyens d'approvisionnement seront adaptés afin de ne pas démonter les protections collectives=>Le MOE organise la mise en place de recette adaptée et permettant le maintien des protections collectives
Le déchargement des camions devra se faire en prenant les mesures de prévention liées aux risques de chute de hauteur depuis le camion ou le matériel; idem pour élingages du matériel => Les équipements doivent rester stables et solides à chaque étape de l'opération

Condamner les zones de travail

Tenant compte de la pénibilité au travail et des contraintes liées aux protections collectives, le MOE précise aux entreprises les choix retenus en matière de moyens de manutentions

STOCKAGE

Matériel amené à l'avancement dans zone de stockage suivant le plan d'installation de chantier ou uniquement dans la zone de travaux pour les besoins du jour. Les cheminements doivent demeurer libres et sans obstacles à l'avancement.

- Les produits dangereux doivent être identifiés et sur bac de rétention.
 - FDS (Fiche de Donnée de Sécurité) sur site, fournir dans le PPSPS synthèse des FDS avec produits, risques et mesures de prévention liées aux produits;
 - EPI suivant FDS
 - Ne pas stocker des produits pouvant avoir une interaction entre eux, l'un à côté de l'autre (se rapprocher des FDS),
 - Protéger les stockages contre l'envol & les chutes
 - Assurer la stabilité des zones de stockage (résistance du support, pas de stockage sur garde corps ou en équilibre, ...)
 - Assurer les livraisons au « juste nécessaire » pour rendre les approvisionnement à pied d'oeuvre compatible avec les
- recette à matériaux (si présence) & PV des moyens mis en commun (y compris circulation horizontale)

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	A définir suivant méthodologie entreprise lors de la VIC : il convient de rappeler en prérequis que le sol doit être PLAN et STABLE en prérequis. Les équipements doivent être conformes, vérifiés, adaptés, entretenus et maintenus en bon état. Le personnel doit être formé et compétent. Zone d'effet du danger à baliser et à condamner des personnels non dévolues à la réalisation de cette tâche	Entreprise intervenante	Entreprise intervenante	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

SO

Grue automotrice

SO

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Convention de prêt obligatoire

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

sans objet

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
GRAVATS	Les zones de stockages doivent être clairement identifiées, balisées et sécurisées permettant la pose et la reprise en toute sécurité. Zone préparée pour prévenir les dévers d'engins	selon le PIC		

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
DECHETS ET POLLUANTS	<p>A évacuer aussi souvent que nécessaire. Tri des déchets suivant schéma département des déchets. Maintenir traçabilité et BSD à la MOA Les Certifications d'Acceptation Préalable des déchets dangereux et leur quantité sont diffusée à la MOE/MOA pour suivi Stockage des déchets et produits dangereux (fioul, peinture...) dans enceinte fermée, interdit au public /tiers. Protection du sol contre toute pollution</p> <p>Déchets à évacuer suivant organisation retenue dans les pièces écrites du MOA / MOEA évacuer aussi souvent que nécessaire.Tri des déchets suivant schéma département des déchets.Maintenir traçabilité et BSD au MOA / MOE Les Certifications d'Acceptation Préalable des déchets dangereux et leur quantité sont diffusée au MOA / MOE pour suivi Stockage des déchets et produits dangereux (fioul...) dans enceinte fermée, interdit au public /tiers. Protection du sol contre toute pollution</p>	selon le PIC		

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Assuré au fur et à mesure

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous les postes	Journalière	CURAGE/DESAMIAN TAGE	CURAGE/DESAMIAN TAGE
Bennes avec tri	Selon le PIC	Selon le remplissage des bennes et au fur et à mesure selon besoin du chantier	CURAGE/DESAMIAN TAGE	CURAGE/DESAMIAN TAGE

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

sans objet

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

LOT CURAGE/DESAMIAN TAGE

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

CURAGE/DESAMIANTAGE

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
VESTIGE DE GUERRE En fonction de l'historique du site, la MOE diligente les investigations préalables. En cas de doute ou découverte fortuite, arrêter immédiatement les travaux, mettre le poste de travail en sécurité et alerter la MOE/MOA. Rendre compte aux forces de police . Attendre l'ordre de pouvoir réintégrer le site	Exemple de risque pouvant être rencontrés sur le BTP, à compléter par investigations suivant choix de la MOE (prise en compte du mode constructif, de l'environnement de travail, de l'historique du site, ...)			

3.5.4 Travaux divers

ESPACE CONFINES

Les espaces confinés sont dangereux parce qu'ils contiennent une atmosphère qui ne se renouvelle pas facilement.

Toute activité ou tout processus générant ou libérant des substances toxiques ou consommant de l'oxygène se produit ainsi dans un espace qui va très vite amplifier les risques liés à la présence de ces substances ou à la diminution de la concentration d'oxygène.

En outre, la personne exposée ne peut généralement pas évacuer rapidement les lieux si elle ressent des difficultés, car ces espaces peuvent être difficiles d'accès, poser des problèmes pour les déplacements (topologie, insuffisance d'éclairage, glissance des sols, encombrement...)

Les principaux risques :

La majorité des accidents, souvent graves voire mortels, qui surviennent lors d'interventions en espaces confinés est liée à une atmosphère déficiente en oxygène, à la présence de gaz ou de vapeurs toxiques ou encore à une explosion ou à un incendie.

Ce seront donc les premiers risques à évaluer dans le cadre de l'élaboration d'une procédure de travail.

En outre, il faut être conscient qu'il y aura souvent un problème lié à la difficulté de porter secours à une victime ou d'évacuer une victime, en particulier si la voie d'accès est restreinte ou si la topographie du site est défavorable (faible hauteur, exigüité), si l'éclairage est insuffisant, si les lieux sont encombrés...

Or la vitesse d'intervention des secours est primordiale lorsqu'il y a une intoxication par des produits neurotoxiques, syndrome de détresse respiratoire aigüe, insuffisance cardiaque....

Une attention particulière devra donc être apportée à l'élaboration du plan d'intervention des secours en cas d'accident. Principales causes des accidents Si des défaillances matérielles (fuites, rupture d'équipements fragilisés...) ont pu être mis en exergue dans certains accidents, la plupart d'entre eux sont cependant dus à des problèmes tels que :

Une analyse des risques inexistante ou insuffisante dans le mode opératoire//PPSPS ;

Un défaut de communication d'informations entre les intervenants.

Certains risques liés au process ou à l'installation peuvent ne pas être connus par les opérateurs qui assurent la maintenance ;

Des risques non identifiés de réactions chimiques entre substances incompatibles ou de fermentation anaérobie des déchets végétaux, animaux, ménagers, boues...

Une insuffisance du contrôle d'atmosphère avant et pendant l'intervention ;

Des consignations ou des mises en sécurité d'installations inadaptées ;

Des équipements de protection inadaptés ;

Un manque de communication entre opérateurs ;

Une insuffisance d'encadrement et de suivi des travaux;

Une formation insuffisante du personnel évoluant à proximité de tels espaces ou intervenant dans ces espaces ;

Une absence de procédures concernant les mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident. Les défauts d'organisation, de consignation, de préparation des interventions, la mauvaise connaissance de l'état des installations ou l'usage d'outils inadaptés favorisent les accidents.

Mesures de prévention :

L'identification et la prévention de ces risques nécessitent :

Un mode opératoire particulier et une procédure validée par le MOA / MOE et les services de secours, une bonne connaissance des procédés mis en œuvre ou des matières que l'on peut trouver dans les espaces confinés ainsi que des réactions chimiques ou biologiques auxquelles ces matières peuvent donner naissance,

et enfin une reconnaissance des lieux.

Cette analyse doit aussi tenir compte des conditions particulières créées par l'intervention ou les travaux.

En outre, la nécessité de faire pénétrer des personnes dans des lieux exigus et mal ventilés doit impérativement attirer l'attention des donneurs d'ordres et du personnel d'encadrement des entreprises intervenantes sur l'importance de cette analyse pour définir et arrêter les mesures de prévention et de protection appropriées.

Les conclusions de cette démarche préalable doivent permettre d'informer les sous-traitants et le personnel d'intervention concernés. Pour que les travaux se déroulent dans de bonnes conditions, cela suppose que :

un responsable soit désigné,

un PPSPS et mode opératoire soit établi,

Des procédures spécifiques d'intervention en espaces confinés soient mises au point, et commentées aux salariés

Des instructions adaptées soient arrêtées et explicitées aux intervenants,

du personnel formé et habitué à travailler en condition « extrême » (noir, claustrophobe, ...)

Un surveillant extérieur soit désigné et une bonne coordination des travaux dans l'espace et dans le temps soit assurée en tenant compte du fait que les intervenants peuvent ne pas être en contact visuel avec l'extérieur,

les installations ou les équipements dangereux soient consignés,

Une aération ou une ventilation renforcée soit mise en place

Des accès sécurisés, des éclairages dimensionnés pour permettre de palier les mode normaux et modes dégradés, ...

CONSIGNATION DES RESEAUX

L'ensemble des travaux s'effectue sur installation consignée / inertée.

L'emprise du chantier doit tenir compte des risques potentiels électriques (ex : pas d'activité à moins de 3m des descentes de paratonnerres ...)

En complément de la consignation à réaliser par la MOA, le CSPS demande une double consignation

Le MOA / MOE désigne un seul et unique chargé de consignation pour prévenir toute mise en énergie inopinée et fait tenir à jour le synoptique de consignation

Les quitus de consignation doivent être consultables sur le terrain

Les entreprises doivent procéder à détection de réseaux /canalisation et vérifications d'absence de tension/pression en fonction des travaux à effectuer (ex : percement d'une paroi rendant les réseaux invisibles ...)

Un mode opératoire particulier pour les essais / mise en service doit être fourni pour rétrocession en Plan de Prévention

PPSPS – CAS PARTICULIERS

Les travaux non analysés dans le cadre de la Visite d'Inspection Commune initiale doivent faire l'objet à l'avancement d'additifs aux PPSPS.

Si ces travaux risquent de générer des risques pour la coactivité et la superposition de tâche

-> L'entreprise alerte expressément le MOA / MOE et le CSPS pour préciser les mesures à communiquer aux autres corps d'état. Ces mesures doivent être préalablement validées par le MOA / MOE (impact planning, ...).

La règle s'applique pour tous travaux supplémentaires ou non prévus au contrat de base.

TRAVAUX EN HAUTEUR

Il est rappelé que les échelles ne sont considérées que comme moyen d'accès à une plate-forme de travail.

Le travail à l'échelle est interdit.

Les échelles utilisées doivent être conformes, en bon état, attachées en tête, et dépasser la hauteur à atteindre de 1,00 mètre minimum.

Chaque entreprise est tenue de respecter les dispositions du décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour les travaux temporaires en hauteur. Ce décret indique que les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Démontrer la continuité des EPC (Equipement de Protection Collectif) pendant toute la durée de l'intervention

Les protections collectives définitives devront être mise en place avant dépose de la protection collective provisoire afin de maintenir une continuité protection collective en tous lieux.

Le CSPS rappelle qu'il faut privilégier la protection collective.

La protection individuelle contre les risques de chute de hauteur n'étant que de dernier recours

-> A démontrer pour accord DIRECCTE : de courte durée techniquement impossible à réaliser en protection collective / Non répétitif...

UTILISATION DES ECHELLES / ESCABEAUX / MARCHE PIEDS / TRAVAUX AU HARNAIS interdit en mode "normal"

-> Prévoir mode opératoire permettant de démontrer :

- Techniquement impossible de procéder autrement
- De courte durée
- Non répétitif

Ces cas particuliers dérogatoires impliquent l'interdiction de toute coactivité et sont subordonné à l'accord préalable de le MOA / MOE et DIRECCTE

TRAVAUX PAR POINT CHAUD

Prévoir un extincteur adapté par poste de travail et écran de protection / Surveillance après travaux.
Les feux de toute nature sont interdits sur le chantier. Rappel des points de vigilance liés aux permis feu :

- Extincteurs adaptés et en nombre suffisant
- Personnel formé à l'emploi en toute sécurité des extincteurs
- Privilégier la protection collective et les rideaux anti-projection
- Eloigner tout produit inflammable
- Surveillance incendie avant la fin des travaux

COACTIVITE

Pour prise en compte dans la planification et pilotage par le MOE :

L'ensemble du chantier doit être balisé et signalé. Pas de travaux en juxtaposition ou en superposition.
Tous travaux doit être décalés dans le temps ou dans l'espace.

Chaque entreprise doit s'isoler des autres intervenants par balisage & barriérage des postes de travail incluant le périmètre de sécurité correspondant à la zone d'effet des dangers qu'elle génère (ex : chute d'objet, projection, ...) . Y interdire l'accès aux entreprises n'intervenant pas sur ce poste de travail

Mettre en place des mesures efficaces afin d'interdire l'accès du personnel non dévolu à réalisation de votre poste de travail (barrière physique empêchant l'accès aux autre entreprises, ...)=>pas de coactivité dans les zones à baliser par chaque entreprise

Les balisages sont complétées par des moyens techniques et organisationnels définis par le MOE et l'entreprise afin d'assurer le respect d'interdiction à quiconque de pénétrer dans votre zone de travail et zone de danger associée

Les travaux susceptibles d'étendre des gènes en dehors de ces barrières physiques (produits dangereux, poussière, bruit, ...) doivent être organisés sans aucune coactivité et par interventions successives.

Les entreprises doivent éliminer les risques à la source (captation des poussières, emploi de produit non dangereux, ...) et communiquent aux autres intervenants les risques et les mesure à prendre (signalisation, zone interdite, ...)

Les travaux doivent être organisés par interventions successives =>Etat des lieux et élimination des risques avant enclenchement des travaux successifs=> Aucun danger ne doit perdurer après démobilitation d'une entreprise

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Découpage et tronçonnage	Sol plan et stable. Bouteilles de gaz dans rack normalisés. Extincteurs adaptés en nombre suffisant et adaptés au type de feu. Personnel formé à la lutte contre l'incendie.	CURAGE/DESAMIANT AGE	

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Bruit	L'ensemble du chantier	CURAGE/DESAMIANT AGE	CURAGE/DESAMIANT AGE	respect des horaires d'intervention pour limiter les nuisances sonores dans les heures légales

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier à la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment l'application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques propres encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la fin de son intervention. Les mesures de protections collectives sont systématiquement privilégiées aux protections individuelles. Elles sont définies pendant la période de préparation avec les entreprises concernées et sont évolutives suivant l'avancement du chantier. Les mesures de coordination correspondantes sont mises en place de manière à intégrer l'installation des protections collectives utilisables par tous les corps d'état jusqu'à la réalisation des protections définitives et sans s'opposer à leur mise en place. Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle doit les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection au moins équivalente pour l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier. Chaque entreprise doit, à l'issue de ses travaux, rétablir sur les lieux un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place. Ces mesures seront définies dans les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé que l'entreprise remettra avant toute intervention.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Protection collectiveavalisée par le CSPS et le MOE pour la rendrecompatible avec lestravaux successifs	CURAGE/DESAMIANTAGE	CURAGE/DESAMIANTAGE
Trémie petite dimension	Protection collectiveavalisée par le CSPS et le MOE pour la rendrecompatible avec lestravaux successifs	CURAGE/DESAMIANTAGE	CURAGE/DESAMIANTAGE
Trémie grande dimension	Protection collectiveavalisée par le CSPS et le MOE pour la rendrecompatible avec lestravaux successifs	CURAGE/DESAMIANTAGE	CURAGE/DESAMIANTAGE

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Châssis en façade sur allège < 1m	Protection collectiveavalisée par le CSPS et le MOE pour la rendrecompatible avec lestravaux successifs	CURAGE/DESAMIENTAGE	CURAGE/DESAMIENTAGE
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Protection collectiveavalisée par le CSPS et le MOE pour la rendrecompatible avec lestravaux successifs	CURAGE/DESAMIENTAGE	CURAGE/DESAMIENTAGE
Baie palière d'ascenseur	Protection collective TOUTE HAUTEUR RECOMMANDATION CARSATAvalisée par le CSPS et le MOE pour la rendrecompatible avec lestravaux successifs	CURAGE/DESAMIENTAGE	CURAGE/DESAMIENTAGE

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Nous insistons sur le fait qu'il faut privilégier la mise en place d'équipements collectifs afin de répondre aux Principes Généraux de Prévention. En cas de prêt de matériels ou de véhicules une Convention de prêt sera à effectuer par l'entreprise qui possède à l'entreprise qui utilise. La plate-forme VRD du bâtiment devra dépasser de 3,00 m environ de l'emprise du bâtiment pour la mise en place des échafaudages, la circulation des nacelles et engins.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par le lot concerné, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à l'installation électrique provisoire aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A définir	AVANT DEMARRAGE TRAVAUX	CURAGE/DESAMIENT AGE	CURAGE/DESAMIENT AGE
Armoire générale	A définir	AVANT DEMARRAGE TRAVAUX	CURAGE/DESAMIENT AGE	CURAGE/DESAMIENT AGE
Alimentation cantonnement	A définir	AVANT DEMARRAGE TRAVAUX	CURAGE/DESAMIENT AGE	CURAGE/DESAMIENT AGE

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoires secondaires	1 coffret par étage minimum Il est rappelé que les rallonges électriques ne doivent pas excéder 25ml	SELON AVANCEMENT TRAVAUX ET BESOIN SUR CHANTIER	CURAGE/DESAMIAN AGE	CURAGE/DESAMIAN AGE

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

ENGINS DE CHANTIER & MATERIELS

Balises de la zone en tenant compte de la courbe de chute, y interdire l'accès des piétons
Le personnel sera en possession de l'autorisation de conduite de l'employeur et du CACES et l'engin sera à jour des vérifications périodiques exempt de réserves, tenues à disposition sur le chantier
Si livraisons par engins de matériel en toiture ou terrasse, ceux-ci devront être adaptés afin qu'il n'y ait pas de démontage des protections collectives provisoires
-> mise en place de recettes sécurisées

Vigie en permanence parfaitement visible du chauffeur d'engin pour s'assurer de l'absence de tiers à l'entreprise dans la zone d'évolution de l'engin
La vitesse d'évolution des engins doit être adaptée à la nature du terrain.
Charges, matériaux dépassants le gabarit du godet ou fourches (Pelles, manuscopiques)
-> Fixation des matériaux, vigie tout au long du déplacement afin de sécuriser le transfert et bloquer la circulation si besoin

Rappel des prérequis à l'emploi d'engins (liste non exhaustive)
-> Sol plan, stable avec niveau de compactage compatible avec l'évolution des engins utilisés
-> Surveillance de la zone / Interdire le personnel dans les angles morts / Eviter le risque de heurt / collision avec présence d'un homme trafic / manœuvres
-> Respecter les recommandations des fabricants d'engins / matériels
-> Flux engins et piétons distincts
-> Renouvellement d'air compatible lors des travaux avec engins thermiques
-> Vigie sur site pour guider et éloigner le personnel au sol
-> Interdire le déplacement des engins / véhicules en bord de fouilles

Les matériels, engins, véhicules, appareils doivent être conformes, vérifiés, entretenus, en adéquation avec les travaux réalisés.

Suivant la législation actuellement en vigueur, Le MOE organise les Vérifications Générales Périodiques pour les équipements mis en commun

-> Copie laissée dans le bureau de chantier.

-> A maintenir exempt de réserves

-> Justifier la levée des anomalies

Emploi multi engin à proscrire

-> Balisage des zones d'évolution des engins

-> Vigie pour éloigner le personnel des zones de danger

Proscrire l'emploi d'engins thermique dans une coque fermée et / ou avec un niveau de renouvellement d'air non compatible avec les travaux successifs

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	CURAGE/DESAMIANTAGE	CURAGE	intervention à l'aide d'engins adéquats	Mise en place toute la durée du chantier de balisage et présence vigie durant toute l'opération de curage
Travaux en hauteur	Lot concerné	Tous les travaux en hauteur avec risque de chute de personnes ou d'éléments.	Méthodologie de travaux avant interventions.	Sécurisation des parties liées aux interventions : Pose des clôtures et isolation des zones de chantier. Sécurisation et mise en place des protections collectives pour le montage.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

SANS OBJET / CHANTIER CLOS ET INDEPENDANT

PAS D'ACTIVITE SUR LE SITE FAISANT L'OBJET DU CURAGE/DESAMIANTAGE

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Zones de travaux du site : ville	Partage des flux	Aménager accès indépendant (neutralisation pour les occupants)	TCE	TCE
Environnement du chantier	VILLE DE BAPAUME		Rendre le chantier clos et indépendant : Clôture STABLE ET RIGIDE	CURAGE/DESAMIANTAGE	CURAGE/DESAMIANTAGE
Bruit dû à l'environnement		Réduire niveau au plus bas possible	Respect des horaires chantier. Respect réglementation en vigueur, Choix matériel et procédés les moins bruyant Matériel bien entretenu et insonorisé, Éloignement zones à risque Réduction à la source Toute mesure organisationnelle efficace	TCE	TCE

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Interférence avec activité du site		Prévenir toute interférence	Chantier clos et indépendant Protéger efficacement le chantier contre le risque d'intrusion/malveillance Eviter toute exportation de risques en dehors de l'emprise chantier (liés aux stockages, chutes d'objets, engins...) Tenir hors de portée et/ou devue le matériel de chantier et les stockages de matériaux et rendre les équipements inutilisables en l'absence du personnel habilité Prendre toutes les dispositions pour ne pas entraver une éventuelle intervention des services de secours	TCE	TCE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

En vertu de l'application des décrets 2010 -1600 du 20.12.10 et 2011-1241 du 05.10.11 et arrêté du 15.02.12 nous précisons que : - Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT faite par le Maître d'Ouvrage (cf. plan des réseaux existant) - Les DT et DICT doivent être transmises aux exploitants des réseaux après consultation du Guichet Unique sur le site « réseaux et canalisation.gouv.fr » - Le Maître d'Ouvrage doit faire exécuter des investigations complémentaires sur l'implantation des réseaux insuffisamment précisés par les exploitants comme stipulé dans les autres documents du DCE (Contractant général) - Le Maître d'Ouvrage et l'entreprise doivent respecter les recommandations et consignes stipulées dans le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux Nous rappelons au Maître d'Ouvrage et l'entreprise qu'une formation spécifique sera nécessaire à partir du 01 janvier 2018 pour toute personne qui aura à intervenir à proximité des réseaux enterrés, aériens ou subaquatiques. Le MOA, éventuellement par l'intermédiaire de l'entreprise concernée par les travaux devra nous transmettre la justification des demandes DT et DICT (réception des récépissés des exploitants). Nous préciser les réalisations d'investigations complémentaires Justifier du repérage permanent des réseaux sur le chantier Nous transmettre les autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) à partir du 1er janvier 2018 du tous les salariés concernés. Pénalités : En cas de non respect des dispositions prévues au 01 juillet 12, des sanctions administratives (maxi. 1.500 Euros), en plus d'éventuelles sanctions pénales, seront appliquées à partir du 01 janvier 13. Dispositions générales : Blindages - Contractant général suivant les travaux concernés Plaques tôle pour fermeture provisoire tranchées – Contractant général suivant les travaux concernés Barrière – Contractant général suivant les travaux concernés Garde-corps ou plate forme d'accès ou barrière au droit des tranchées ouvertes – Contractant général suivant les travaux concernés

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Selon le PIC	Période de préparation	CURAGE/DESAMIANPAGE
Desserte intérieure	Selon le PIC	Période de préparation	CURAGE/DESAMIANPAGE
Eau potable	BASE VIE + point d'eau extérieur	Période de préparation	CURAGE/DESAMIANPAGE
Eau usées	Selon le PIC	Période de préparation	CURAGE/DESAMIANPAGE
Electricité	Ensemble du site en travaux et les cantonnement	Période de préparation	CURAGE/DESAMIANPAGE

5.2 CANTONNEMENTS

Un plan des installations de chantier (PIC) ainsi que des accès sera fourni pendant la période de préparation par le lot gros œuvre. Le plan d'installation de chantier devra faire apparaître, entre autres, les dispositions suivantes : Les clôtures de chantier :délimitation, affichage, type de clôture, les accès piétons et engins La zone base vie : emplacement des bungalows communs (sanitaires, salle de réunion, bureau) et privés (vestiaires, réfectoires) Les circulations : voie, zone de stationnement, emplacement des zones de déchargement et réception, emplacement des équipements autour des ouvrages (tour d'accès,

échafaudage de pied, engins de levage,...), les dispositions prévues pour assurer la stabilité et le maintien en bon état des voies et circulations. Manutention & engins : emplacement des grues (mobile, grue à tour), matérialisation des zones de survol et voies de roulement, emplacement des lignes électriques (hauteur et puissance..etc) Matérialisation des zones de stockage des déchets : emplacement et type de bennes et fréquence des rotations en fonction de la nature des déchets. Installation électrique : position des armoires et coffrets de chantier et de l'éclairage de chantier Sécurité du site : identification du P.R.S (Point de Rassemblement des Secours), emplacement du matériel de 1er intervention (RIA, extincteurs, trousse de secours , D.A.E...etc), emplacement des systèmes de coupures (électricité, gaz..etc) et des réserves d'eau éventuelles. LE PIC sera évolutif en fonction des différentes phases du chantier, il sera envoyé au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS pour avis avant diffusion à l'ensemble des entreprises par le maître d'œuvre.

En conformité avec le décret du 08/01/1965 / La notice CRAMIF N°27 / Le code du travail / ETC...

La voie d'accès aux cantonnements sera réalisée de sorte que les véhicules de chantier puissent y circuler, elle sera aménagée, maintenue et nettoyée régulièrement sous supervision du MOE.

Les clôtures délimitant le cantonnement et le chantier seront mises en œuvre et maintenues en état par l'entreprise désignée par le MOE.

Les cantonnements seront conformes à la législation actuellement en vigueur

La base vie sera adaptée suivant les effectifs (homme, femme, TCE, ...) pour toute la durée du chantier, y compris le nettoyage quotidien et le remplacement des consommables.

L'implantation sera indiquée au PIC

La base vie sera protégée contre les risques liés au chantier (Circulation des véhicules / Levages / Survol / Stockage de produits dangereux)

A décrire dans les PPSPS / PIC & à valider ou avis MOA / MOE / OPC / CSPS

Les clôtures de chantier seront reliés en elles à l'aide de menottes dédiées à cette utilisation.

La maintenance sera assurée pendant toute la durée de l'opération

Les affichages réglementaires y seront apposés.

Les locaux destinés au personnel de chantier ainsi que la salle de réunion doivent être équipés d'extincteurs appropriés conformément aux dispositions du Code du Travail

Mise en place et entretien de base vie complémentaire pour palier aux problématiques d'éloignement

Mise en place de panneau « chantier » et signalisation réglementaire en amont & aval du chantier

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	Suivant effectif 1 vestiaire par personne	A définir sur plan installation de chantier en phase préparation	Avec 2 compartiments pour les travaux insalubres et salissants Siège : 1 par salarié ou bancs	CURAGE/DESA MIANTAGE	CURAGE/DESA MIANTAGE	CURAGE/DESA MIANTAGE
Réfectoire	1,50 m ² de surface par salarié	A définir sur plan installation de chantier en phase préparation	Tables et chaises en nombre suffisant Appareil de réchauffage ou de cuisson Chauffe gamelle (ou tout autre matériel permettant de garder au chaud ou de réchauffer) Garde-manger ou réfrigérateur Eau	CURAGE/DESA MIANTAGE	CURAGE/DESA MIANTAGE	CURAGE/DESA MIANTAGE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	1 pour 20 salariés 2 minimum : Hommes / Femmes	A définir sur plan installation de chantier en phase préparation	Lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent Eau courante à température réglable Cabinets d'aisance (WC, urinoirs) (un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) avec raccordement sur réseau (collectif ou fosse) Douches: 1 pour 8, pour les travaux insalubres et salissants	CURAGE/DESA Miantage	CURAGE/DESA Miantage	CURAGE/DESA Miantage
Sanitaires sur chantier		A définir sur plan installation de chantier en phase préparation	En cas d'éloignement de la base vie, prévoir des points complémentaires			
Douches	1 pour 8, pour les travaux insalubres et salissants	A définir sur plan installation de chantier en phase préparation	A définir sur plan installation de chantier en phase préparation	CURAGE/DESA Miantage	CURAGE/DESA Miantage	CURAGE/DESA Miantage
Salle de réunion	Effectif moyen prévisionnel estimé à 8 personnes maximum	A définir sur plan installation de chantier en phase préparation		CURAGE/DESA Miantage	CURAGE/DESA Miantage	CURAGE/DESA Miantage

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Lavage botte	1 en entrée base vie	A définir sur plan installation de chantier en phase préparation		CURAGE/DESA Miantage	CURAGE/DESA Miantage	CURAGE/DESA Miantage

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en conformité de la base vie aux frais de l'entreprise défaillante.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Point d'eau en extérieur, comprenant point d'eau et consommables pour lavage des mains à chaque entrée et sortie base vie, et le lavage toutes les 2 heures maximum
Dans le respect des gestes barrières

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

CURAGE/DESAMiantage

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Les frais occasionnés par le contrôle sont à la charge du LOT CURAGE/DESAMiantage	Les frais occasionnés par le contrôle sont à la charge du LOT CURAGE/DESAMiantage

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

Une liste à jour mentionnant les noms des Sauveteurs Secouristes du Travail doit être affichée sur le chantier. Ceux-ci sont reconnaissables par le logo placé sur leur casque.

6.1 ORGANISATION

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL QUI APRES AVOIR EXAMINE LA VICTIME VOUS DEMANDERA D'APPELER LES SECOURS. TELEPHONEZ AU :18 (POMPIERS) OU 15 (SAMU) ... et dites : 1) ICI CHANTIER : 2) PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT Par exemple : éboulement, asphyxie, chute... ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille... ET S'IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT 3) SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT Par exemple : 3 ouvriers blessés dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas. 4) DÉCRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE Par exemple : bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc. 5) FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours. 6) NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER Faites répéter le message. SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL DE L'UNITE DE TRAVAIL

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque entreprise aura au moins un membre de son personnel équipé d'un téléphone portable. Il conviendra de s'assurer que ceux-ci soient chargés tout au long de la journée.			CURAGE/DESAMIANT AGE
Accès secours	Depuis l'entrée du chantier	En cas d'accident, après avoir contacté les secours, envoyer une personne au point de rencontre pour les guider	Panneau d'affichage	CURAGE/DESAMIANT AGE
Point de rencontre	Depuis l'entrée du chantier	En cas d'accident, après avoir contacté les secours, envoyer une personne au point de rencontre pour les guider	Panneau d'affichage	CURAGE/DESAMIANT AGE

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Secouriste	La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers.	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	Les SST seront reconnaissables à leur casque, sur lequel le logo SST sera indiqué	CURAGE/DESAMIANT AGE
Trousse de secours	Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie	La trousse de secours doit contenir à minima : des compresses pour stopper les saignements ; des sparadraps pour fixer les pansements ; une paire de ciseaux pour la découpe des compresses ou des sparadraps ; des produits antiseptiques pour désinfecter les plaies ; une pince à échardes ; des pansements pour les petites plaies ; des mèches nasales pour stopper les saignements du nez ; des gants pour manipuler les matériels stériles ; des doses de sérum physiologique; une couverture de survie pour protéger la victime de la chaleur ou du froid		CURAGE/DESAMIANT AGE

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire) Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.	Signaler leur présence dans les locaux	CURAGE/DESAMIANT AGE
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc.). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.		CURAGE/DESAMIANT AGE

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier. Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant : La soudure électrique La soudure au chalumeau Le découpage électrique Le découpage au chalumeau La lampe à souder L'outillage électrique Le dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes). Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs. Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention. Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits. (Sites occupés : Il est formellement interdit d'utiliser du matériel présentant un danger d'incendie, et susceptible de générer un "point chaud" (flamme nue, arc, production d'étincelles, projection de matières incandescentes, ...), sans l'obtention préalable d'un Permis de feu à

demander au Responsable de l'opération. Stockage de produits dangereux Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe). Dépôts de carburant Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

BAPAUME-SPS-REHAB EHPAD H.GUIDET

55 Rue de la République
62450 BAPAUME

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: BAPAUME
RUE :55 Rue de la République

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 03.20.64.43.60 .